

PROGRAMME INDICATIF DE COOPÉRATION

(2018-2022)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ET

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1: PARTENARIAT ENTRE LE LUXEMBOURG ET LE SENEGAL

- 1.1. Historique et principaux accords bilatéraux entre le Luxembourg et le Sénégal
- 1.2. Les objectifs stratégiques du partenariat entre le Luxembourg et le Sénégal
- 1.3. Les stratégies et principes de la Coopération luxembourgeoise

CHAPITRE 2: CONTEXTE D'INTERVENTION ET AXES STRATEGIQUES DU PIC IV

- 2.1. La stratégie de développement du Sénégal
- 2.2. La stratégie de programmation conjointe de l'Union européenne au Sénégal
- 2.3. La coordination entre partenaires au développement au Sénégal
- 2.4. La cohérence des politiques
- 2.5. La concentration sectorielle

CHAPITRE 3: OBJECTIFS ET MODALITES D'INTERVENTION DU PIC IV

- 3.1. Les objectifs du PIC IV
- 3.2. Les résultats escomptés
- 3.3. Le ciblage des interventions du PIC IV
- 3.4. Les modalités d'intervention

CHAPITRE 4: EFFICACITE DU DEVELOPPEMENT

- 4.1. Appropriation nationale
- 4.2. Orientation vers les résultats
- 4.3. Partenariats pour le développement inclusif
- 4.4. Transparence et redevabilité mutuelle

CHAPITRE 5: PROGRAMMATION, PILOTAGE ET SUIVI DU PIC IV

- 5.1. Planification budgétaire et financière
- 5.2. Contribution de la partie nationale
- 5.3. Allocation indicative des ressources financières
- 5.4. Coordination, pilotage, suivi et évaluation
- 5.5. Revue à mi-parcours

ANNEXES

- Matrice intégrée de suivi des résultats du PIC IV
- Matrice de suivi de la stratégie conjointe européenne pour le Sénégal (2018-2023) pour les volets :
 - Emploi, secteur privé et formation professionnelle
 - Renforcement du système de la santé et de la protection sociale

CHAPITRE 1: PARTENARIAT ENTRE LE LUXEMBOURG ET LE SENEGAL

1.1. Historique et principaux accords bilatéraux entre le Luxembourg et le Sénégal

Les premières relations de coopération au développement entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal ont été établies en 1987. En 1993, le Sénégal a accédé au statut de pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise.

Le renforcement de ces relations s'est traduit par la signature d'un Accord Général de Coopération en 1998, définissant le cadre général des activités de coopération dans les domaines culturel, scientifique, technique, financier et économique entre les deux pays.

Avec l'inauguration officielle de la Mission de la Coopération du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, en janvier 2001, le Luxembourg a établi sa première représentation directe sur le continent africain avec l'objectif de se rapprocher des populations cibles et de renforcer l'efficacité et la visibilité de la coopération entre les deux pays. Depuis 2007, la Mission jouit du statut d'Ambassade, accréditée au Sénégal et au Mali.

En avril 2002, un accord instituant une Commission de partenariat entre les deux pays est établi et le premier Programme indicatif de Coopération (PIC I) est signé en janvier 2003. Doté d'une enveloppe de 34,5 millions €, le PIC I se focalisait sur l'axe géographique Dakar – Saint-Louis et sur les secteurs de (i) l'éducation et la formation des ressources humaines, (ii) la santé et (iii) l'accès à l'eau potable et l'assainissement. Une attention particulière était accordée aux femmes, aux enfants et aux jeunes du monde rural, qui connaissaient un accès limité aux services sociaux de base.

En janvier 2007, un deuxième Programme indicatif de Coopération, portant sur la période 2007-2011 et doté d'une enveloppe de 53,3 millions €, est signé entre les deux pays. Le PIC II se concentrait géographiquement sur les régions de Louga, Matam, Saint-Louis et Thiès. Il ciblait prioritairement (i) la formation technique et la formation et l'insertion professionnelles, (ii) la santé de base, (iii) l'hydraulique villageoise et l'assainissement et (iv) la bonne gouvernance et l'appui à la société civile.

En octobre 2011 est signé le troisième Programme indicatif de Coopération pour la période de 2012 à 2016, doté d'une enveloppe indicative de 67,9 millions €. Lors de la Commission de partenariat du 15 novembre 2016, le PIC III a été officiellement prolongé d'une année jusqu'à fin 2017 afin d'aligner les activités de la Coopération luxembourgeoise aux échéances de la stratégie de programmation conjointe de l'Union européenne (UE) et du Plan Sénégal Emergent (PSE). Le PIC III a été guidé par deux innovations majeures, à savoir la transition de l'approche projet vers l'approche programme et le recours accru à l'exécution nationale. En continuité avec les secteurs prioritaires des PIC précédents, le PIC III se concentrait sur (i) l'enseignement technique et la formation et l'insertion professionnelles, (ii) la santé de base, y compris la santé reproductive, (iii) la décentralisation, la gouvernance locale et l'éducation citoyenne et (iv) l'hydraulique et l'assainissement en milieu rural. Les thématiques transversales telles que le genre, la gouvernance, l'environnement et le changement climatique ont systématiquement été prises en compte.

1.2. Les objectifs stratégiques du partenariat entre le Luxembourg et le Sénégal

Des liens étroits d'amitié, de confiance et de solidarité unissent le Luxembourg et le Sénégal depuis près de trois décennies. Le Luxembourg se veut un partenaire fiable et engagé du Sénégal pour l'accompagner sur la voie de l'émergence et renforcer sa stabilité. L'objectif principal de ce partenariat est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté et la lutte contre les disparités socio-économiques au Sénégal.

Initialement basées sur la coopération au développement, les relations entre le Sénégal et le Luxembourg se sont progressivement complétées par le renforcement des relations politiques et diplomatiques. En effet, les deux pays partagent de nombreux intérêts communs en matière de politique étrangère, y compris mais non limités à la sécurité et la sûreté et au développement des pays de la région du Sahel, aux défis liés au changement climatique ou encore aux mouvements migratoires, qui demandent des approches cohérentes, holistiques et inclusives, basées sur une responsabilité mutuelle partagée. En ligne avec l'Agenda 2030, les deux parties s'engagent à promouvoir des approches fondées sur le respect, la protection et la promotion des droits de l'Homme qui constituent des éléments indispensables pour un développement durable et sans discrimination, ainsi qu'une condition nécessaire pour la consolidation de sociétés paisibles, justes et inclusives.

Le partenariat entre le Luxembourg et le Sénégal est également à situer dans son contexte régional, le Sénégal étant l'un des cinq pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger et Cabo Verde). Etant donné que le Sénégal constitue un pôle de

stabilité et un modèle démocratique dans une région confrontée à des crises politiques, sécuritaires et humanitaires récurrentes, le Luxembourg porte une attention toute particulière aux démarches en cours visant une intégration accrue de la sous-région ouest-africaine. Hormis le dialogue politique annuel avec le Sénégal, le Luxembourg s'implique activement dans les discussions et initiatives politico-diplomatiques portant sur le Sénégal et la sous-région, notamment au sein des instances de l'Union européenne et des Nations unies, et contribue aux efforts de la communauté internationale visant à rendre les stratégies nationales et régionales aussi pertinentes et opérationnelles que possible. C'est dans ce contexte que s'insèrent notamment les appuis du Luxembourg aux efforts conjoints de l'UE et des pays de la sous-région, visant à renforcer les capacités de gestion de la migration dans le cadre du fonds fiduciaire de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière (EUTF).

Les relations sont également en train de se diversifier sur le plan économique et commercial et, en y impliquant davantage les acteurs du secteur privé, qui constitue le moteur essentiel pour une croissance et un développement socio-économique durables sur le moyen et le long terme. C'est dans cet esprit que s'est tenue avec succès, en février 2016, la première mission économique luxembourgeoise au Sénégal et que les deux pays ont signé, également en février 2016, une convention de non-double imposition. L'ambition pour les années à venir consistera donc à dynamiser ces relations économiques et les échanges entre les secteurs privés sénégalais et luxembourgeois. La coopération au développement peut jouer un rôle de facilitateur et de levier à cet égard, tout en respectant le caractère non lié de l'aide publique au développement (APD) luxembourgeoise, tel qu'inscrit dans le programme gouvernemental 2013-2018, et sans s'éloigner de son objectif principal visant l'éradication de la pauvreté et le soutien à un développement durable, inclusif et équitable.

L'accréditation au Sénégal, en 2017, du premier Ambassadeur luxembourgeois résident en Afrique s'inscrit résolument dans cette approche de consolidation et de diversification des relations entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal.

1.3. Les stratégies et principes de la Coopération luxembourgeoise

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté. A cette fin, ses actions s'inscrivent dans la réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD), qui constituent le nouveau cadre global et national de mise en œuvre du développement durable à l'horizon 2030.

S'adressant de manière prioritaire à la lutte contre la pauvreté dans les pays les moins avancés, les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux, avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre. Au niveau global, les secteurs prioritaires d'intervention de la Coopération luxembourgeoise resteront dans le domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles, ainsi que le développement rural et local. Quant à la microfinance, important levier pour le développement social et économique, la Coopération luxembourgeoise encourage son utilisation en tant que facilitateur permettant de compléter et de renforcer les approches sectorielles de son action, en promouvant l'inclusion financière au service des populations les plus vulnérables.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise cible un nombre restreint de pays partenaires tout en mettant à profit les bénéfices d'une approche régionale et en tenant compte des situations de fragilité. La concentration sectorielle résulte également de la volonté d'avoir un impact réel et de participer utilement à la coordination entre tous les acteurs de développement. L'objectif est de devenir chef de file parmi les bailleurs dans un secteur donné dans chacun de ses pays partenaires.

En termes d'APD, la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des pays industrialisés qui y consacrent plus de 0,7 pour cent de leur revenu national brut (RNB). Le programme gouvernemental de l'actuelle législature (2013-2018) confirme l'engagement du Luxembourg à maintenir son APD à 1% du RNB et précise qu'il s'agit d'une APD entièrement basée sur les dons, qui est par principe non liée. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) et de l'appui aux programmes. Il est également à relever que ni les dépenses liées au changement climatique (p.ex. Fonds Climat et Energie), ni celles liées à l'accueil des réfugiés au Luxembourg ne sont comptabilisées comme APD.

L'APD luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire sous forme d'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires, aux catastrophes naturelles et à des conflits violents, incluant aussi un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition » entre une

catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

Le Luxembourg est activement impliqué dans le débat et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide. En continuation de la Déclaration de Paris, la Coopération luxembourgeoise respecte les quatre principes de la coopération efficace tels que définis en 2011 à Busan et développés à Mexico (2014) et à Nairobi (2016), de même que les engagements pris dans le cadre du Code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail. L'appropriation par les pays partenaires, l'orientation vers les résultats, les partenariats inclusifs ainsi que la transparence et la redevabilité mutuelle sont ainsi au cœur du travail de la Coopération luxembourgeoise. Afin de répondre à l'évolution du paysage du développement et de remédier aux contraintes structurelles qui entravent la progression vers une coopération plus efficace, le Luxembourg est actuellement en train de revoir son premier outil stratégique, le Plan d'action pour l'efficacité du développement, qui devra être finalisé à la fin de l'année 2017.

Guidée par les principes de l'efficacité du développement, la Coopération luxembourgeoise a évolué d'une approche de projets mis en œuvre en régie vers une approche sectorielle mettant en œuvre des programmes favorisant l'alignement et, dans la mesure du possible et selon le degré de maturité du pays, l'utilisation des systèmes nationaux. L'esprit de partenariat, qui se traduit par le souci d'appropriation de la mise en œuvre des projets et programmes par la partie nationale, requiert le renforcement des capacités des institutions et acteurs de développement à tous les niveaux, y compris des parlements, des agents publics, des institutions de recherche, du secteur privé et des acteurs de la société civile de manière générale.

CHAPITRE 2: CONTEXTE D'INTERVENTION ET AXES STRATEGIQUES DU PIC IV

Le PIC IV se conçoit comme la réponse ciblée de la Coopération luxembourgeoise en appui aux politiques et stratégies de développement socio-économiques du Sénégal durant la période 2018-2022. Elle se base sur une analyse conjointe du contexte et des défis de développement nationaux et sectoriels, la prise en compte des approches et secteurs d'intervention de l'UE, de ses Etats membres et des autres partenaires au développement du Sénégal et s'insère résolument dans le respect des principes de l'efficacité du développement et de la cohérence des politiques. Tirant par ailleurs les leçons de la mise en œuvre des PIC précédents et tenant compte des avantages comparatifs de la Coopération luxembourgeoise, deux axes stratégiques majeurs d'intervention ont été identifiés conjointement par le Sénégal et le Luxembourg : (i) la santé et la protection sociale et (ii) la formation professionnelle et technique et l'employabilité.

2.1. La stratégie de développement du Sénégal

Depuis l'année 2014, le Sénégal met en œuvre un plan de développement dénommé « Plan Sénégal Emergent » (PSE), devenu l'unique référentiel en matière de politique économique et sociale. Ce Plan, qui est aligné sur l'atteinte des ODD, résulte d'une vision stratégique de développement du pays visant l'émergence économique à l'horizon 2035 et s'appuyant sur trois axes majeurs :

- Une transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesse et d'emplois ;
- Une amélioration significative des conditions de vie des populations et de la protection sociale ;
- Le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance.

Le PSE, décliné à travers les secteurs prioritaires de l'économie, est réalisé à travers un Plan d'Actions Prioritaires (PAP) quinquennal qui se décline en projets et programmes de développement inscrits dans un cadre budgétaire, dont le premier cycle porte sur la période 2014-2018. La mise en œuvre du PIC IV coïncidera avec le PAP 2019-2023, actuellement en cours de formulation. Au niveau sectoriel, le PSE se décline en Lettres de politique sectorielles de développement (LPSD), mises en œuvre à travers des documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) et des projets annuels de performance.

2.2. La stratégie de programmation conjointe de l'Union européenne au Sénégal

Le document de stratégie conjointe européenne constitue le cadre de référence commun pour coordonner les programmes d'appui au développement de l'UE et de ses Etats membres au Sénégal sur la période 2018-2023. Aligné sur les priorités de développement du Sénégal, décliné à travers les trois axes majeurs du PSE et guidé par les orientations de la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE et du Consensus européen pour le développement, l'objectif de la stratégie de programmation conjointe est de favoriser une plus grande coordination et complémentarité dans la préparation et la mise en œuvre des interventions afin de renforcer l'impact global et la visibilité de la coopération européenne et de celle de ses Etats membres. De manière spécifique, la stratégie conjointe de l'UE est déclinée en neuf thèmes, à savoir : axe 1/PSE – développement rural et gestion des ressources naturelles ; énergie et transports ; emploi, soutien

au secteur privé et formation professionnelle ; axe2/PSE – accès à l'eau et l'assainissement ; qualité de l'éducation, enseignement supérieur et recherche ; renforcement du système de santé et de protection sociale ; et axe 3/PSE – gouvernance économique, gestion des finances publiques et lutte contre la corruption ; gestion de la migration ; gouvernance démocratique et sécurité.

Le Luxembourg a contribué à toutes les étapes de l'élaboration de la stratégie de programmation conjointe, en assurant le rôle de chef de file pour le volet « Renforcement du système de santé et de protection sociale » et en s'impliquant activement sur les volets ciblés par le PIC. Les objectifs poursuivis par le PIC IV seront alignés, autant que possible, sur les priorités et résultats escomptés de la stratégie conjointe afin de restituer la contribution luxembourgeoise dans le contexte européen tout en assurant une complémentarité optimale avec les interventions de l'UE, de ses Etats membres et des autres partenaires au développement du Sénégal.

2.3 La coordination entre partenaires au développement au Sénégal

Conformément aux principes de l'efficacité du développement et en ligne avec le code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement, le Luxembourg adopte des approches de développement qui favorisent systématiquement la coordination et la complémentarité de ses interventions avec celles des autres partenaires au développement bi- et multilatéraux ainsi qu'avec les acteurs de la société civile et du secteur privé. Afin d'éviter la fragmentation de l'aide, le Luxembourg concentre sa coopération sur les domaines où il peut apporter le plus de valeur ajoutée, voire assumer un rôle de chef de file parmi les bailleurs. Le Luxembourg veillera ainsi à assurer la complémentarité, tant sur le plan de la mise en œuvre programmatique qu'en termes opérationnels, en recherchant une efficacité et une efficience optimales de l'utilisation des ressources humaines et financières.

Groupe élargi de concertation des partenaires techniques et financiers (G50)

La coordination entre le gouvernement du Sénégal et ses partenaires techniques et financiers (PTF) est assurée par le Groupe élargi (G50), constitué des principaux Etats et entités entretenant des relations diplomatiques avec le Sénégal et intervenant en appui aux politiques et stratégies de développement du pays. Le G50 est appuyé dans ses travaux par un secrétariat en charge du suivi opérationnel, dénommé Comité de concertation des partenaires techniques et financiers (G12), dont le Luxembourg est membre depuis 2017, et d'une dizaine de groupes thématiques et sectoriels, regroupant les principaux partenaires bi- et multilatéraux, ONGs et services techniques étatiques du Sénégal. Le G50 a pour mission de mettre en œuvre les principes de l'efficacité du développement, d'améliorer la concertation et le partage d'informations entre PTF et de structurer et d'approfondir le dialogue politique avec le Sénégal. En tant que membre du G50/G12, le Luxembourg continuera à adhérer et à participer à toutes les instances de coordination et de concertation en s'impliquant prioritairement dans les groupes thématiques et sectoriels qui concernent les axes d'intervention du PIC IV.

2.4. La cohérence des politiques

Les parties sénégalaise et luxembourgeoise s'engagent à veiller à la bonne cohérence de leurs politiques nationales afin de réaliser les objectifs de développement partagés, de contribuer à la mise en œuvre des ODD et d'éviter des impacts négatifs sur leurs activités de coopération. Les politiques concernées en premier lieu sont : le commerce, l'environnement et le changement climatique, la sécurité, l'agriculture et la pêche, la dimension sociale de la mondialisation, l'emploi et le travail décent, les migrations, la recherche et l'innovation, la société de l'information, le transport et l'énergie.

Les autorités luxembourgeoises et sénégalaises s'engagent à s'informer mutuellement d'éventuelles incohérences dans le Programme qui seront traitées lors des rencontres périodiques de dialogue politique entre les deux gouvernements. Elles conviennent par ailleurs de poursuivre les discussions sur les questions dont les réponses n'auront pas été trouvées dans les échanges entre leurs représentations impliquées dans le suivi opérationnel de la coopération, notamment lors des Commissions de partenariat.

2.5. La concentration sectorielle

Sur la base du contexte d'intervention et dans un souci d'alignement avec les axes prioritaires du PSE, les principes de la stratégie de Coopération luxembourgeoise et les objectifs de la stratégie de programmation conjointe de l'UE au Sénégal, le Luxembourg concentrera ses appuis sur les domaines dans lesquels, compte tenu de son expérience et de son expertise acquise dans le cadre de la mise en œuvre et des évaluations des PIC précédents, il pourra apporter la plus grande valeur ajoutée. Tenant compte de l'attachement de la Coopération luxembourgeoise à appuyer prioritairement le développement des services sociaux de base, les

objectifs et les résultats escomptés du PIC IV seront déclinés sur la période 2018-2022 à travers deux axes stratégiques majeurs, identifiés conjointement par les gouvernements du Sénégal et du Luxembourg dans le cadre d'un processus d'identification inclusif. Les axes prioritaires d'intervention sont regroupés autour de deux secteurs principaux : (i) la santé et la protection sociale et (ii) la formation professionnelle et technique (FPT) et l'employabilité. Pour ces deux axes, ancrés respectivement auprès du Ministère en charge de la santé et de l'action sociale et du Ministère en charge de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat, le PIC IV contribuera à l'atteinte des objectifs et résultats fixés dans le cadre de la stratégie de programmation conjointe de l'UE, en conformité avec les axes prioritaires du PSE et les politiques et cadres de référence sectoriels en matière de santé et de FPT.

Axe stratégique 1 – Santé et Protection sociale

ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Cet axe visera à contribuer au renforcement du système de santé et de protection sociale dévolu à la santé, dans le but d'améliorer l'accès des populations, en particulier les plus vulnérables, à des services et soins de santé de base de qualité, efficaces et équitables.

En continuation des interventions en matière de santé et de protection sociale délivrées dans le cadre du PIC précédent, le PIC IV s'attachera à consolider et à approfondir les appuis visant l'amélioration de la santé des populations ciblées, à travers une répartition équitable de l'offre de services et d'un financement adapté et généralisé de la demande en santé.

Axe stratégique 2 – Formation professionnelle et technique et Employabilité

ODD 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Cet axe visera à contribuer au renforcement du système de formation professionnelle et technique, y compris dans son volet apprentissage et artisanat, afin de le rendre plus attractif, accessible, performant et adapté aux besoins de l'économie et du marché de travail sénégalais.

L'ambition est de développer une approche résolument orientée vers la formation et l'employabilité des populations vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, afin de renforcer leur potentiel d'insertion sociale et professionnelle, y compris de son financement, tant en quantité qu'en qualité. Le renforcement du système de FPT et de l'artisanat sera promu dans une logique holistique et intégrée de satisfaction des demandes de formation, de renforcement de l'attractivité de la FPT, d'amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages, d'adéquation entre l'offre de formation et les exigences de qualification du marché de travail, en tenant compte en priorité des filières à forte valeur ajoutée et du développement de partenariats public-privé.

CHAPITRE 3: OBJECTIFS ET MODALITES D'INTERVENTION DU PIC IV

Partant de l'objectif global du PIC IV, il est défini pour chaque axe stratégique un objectif spécifique (OS) et deux objectifs intermédiaires horizontaux (OIH) communs. Les dimensions « genre » et « environnement/changement climatique » seront systématiquement pris en compte dans les approches et interventions du PIC IV. Alignés sur le PSE et la programmation conjointe de l'UE, les objectifs du PIC IV viseront à contribuer à l'atteinte des ODD au sein des deux axes stratégiques ciblés et à favoriser leur suivi, conformément aux orientations du cadre harmonisé de suivi et d'évaluation des politiques publiques (CASE) du Sénégal.

3.1. Les objectifs du PIC IV

L'objectif global du PIC IV, qui se recoupe avec l'objectif stratégique à long terme du partenariat entre le Sénégal et le Luxembourg, est d'appuyer le gouvernement sénégalais dans ses efforts visant à réduire voire, à terme, éradiquer la pauvreté, selon une approche de développement inclusive et durable (ODD : 1, 5, 10, 13, 17).

Les deux **objectifs spécifiques (OS)** qui seront ciblés à travers les axes et secteurs prioritaires du PIC IV sont alignés sur les priorités de la stratégie de programmation conjointe de l'UE qui tiennent résolument compte des politiques et cadres de référence sectoriels du Sénégal en matière de Santé et de FPT :

- **OS1** : Renforcer le système de santé et de protection sociale, dans le but d'améliorer l'accès des populations, en particulier les plus vulnérables, à des services et soins de santé de base de qualité, efficaces et équitables (ODD : 3, 5, 10).
- **OS2** : Renforcer le système de formation professionnelle et technique, d'apprentissage et d'artisanat dans le but de promouvoir une offre de formation et un système d'accompagnement accessibles, attractifs, performants et adaptés aux besoins de l'économie afin d'améliorer l'employabilité et l'insertion socio-professionnelle des jeunes (ODD : 4, 5, 8, 10).

A l'intérieur des deux objectifs spécifiques, le PIC IV poursuivra deux **objectifs intermédiaires horizontaux (OIH)**. Les objectifs sont intermédiaires car ils sont résolument mis au service de l'atteinte de chacun des deux objectifs spécifiques et ils sont horizontaux car ils sont intégrés aux deux axes d'intervention :

- **OIH 1** : Accompagner, de manière cohérente et ciblée, la territorialisation des politiques publiques, dans les deux axes d'intervention du PIC IV (Santé et FPT).
- **OIH 2** : Accompagner, de manière cohérente et ciblée, les réformes de modernisation de l'administration publique de l'Etat et du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, dans les deux axes d'intervention du PIC IV (Santé et FPT).

Conformément aux axes pertinents de l'acte III de la décentralisation de l'Etat du Sénégal, une attention particulière sera accordée au renforcement des capacités et à l'articulation des interventions entre les institutions et acteurs concernés aux niveaux central, déconcentré et décentralisé. Il s'agira notamment de mettre les collectivités locales et les services techniques ciblés en mesure de mieux maîtriser et d'exercer les compétences transférées, d'encourager le développement territorial et la valorisation du terroir, en favorisant l'appropriation des missions et compétences respectives dévolues aux institutions et acteurs aux différents niveaux de l'administration territoriale. Dans ce contexte, la participation citoyenne et le contrôle citoyen seront fortement encouragés.

En tirant les leçons du PIC précédent, la Coopération luxembourgeoise accompagnera, de manière intégrée, l'opérationnalisation d'un nombre ciblé de mesures en appui aux axes pertinents des réformes de modernisation de l'administration publique de l'Etat (SDMAP, 2015-2022) et du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, au sein des deux axes stratégiques du PIC IV. Ainsi, des approches visant à renforcer l'efficacité et l'efficience des institutions et acteurs prioritaires du PIC IV seront déployées avec le but ultime d'améliorer durablement les performances et la qualité de la gestion publique et des services rendus aux populations en matière de santé et de protection sociale et de la FPT et de l'employabilité.

Les dimensions genre et environnement/changement climatique

Les approches d'intervention du PIC IV tiendront systématiquement compte de l'**intégration des dimensions « genre » et « environnement/changement climatique »**, qui feront l'objet d'un suivi à toutes les étapes du cycle de gestion des programmes et de la définition de stratégies, d'activités et de budgets spécifiques. L'Agenda 2030 et l'Accord de Paris sur le climat (2015), ainsi que les politiques et stratégies nationales portant sur l'intégration du genre, dont la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité du genre (SNEEG, 2016-2026), et de l'environnement/changement climatique, dont la Stratégie nationale de développement durable (SNDD, 2015) et la Contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN), y compris le Plan d'action genre de l'UE au Sénégal, constituent les cadres de référence pour leur intégration au PIC IV.

Sur cette base, deux **objectifs thématiques transversaux (OTT)** sont définis :

- **OTT 1** : Contribuer à l'atteinte des objectifs de la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité du genre (SNEEG, 2016-2026), en particulier l'élimination des inégalités entre les femmes et les hommes de manière à garantir aux femmes une protection et application de leurs droits, en assurant leur pleine participation aux instances de décision et l'accès équitable aux ressources et bénéfices du développement (ODD : 5, 10).
- **OTT 2** : Contribuer à l'atteinte des objectifs de la Stratégie nationale en matière de développement durable (SNDD), en favorisant la promotion d'une gestion durable et participative des ressources naturelles, la fiscalité environnementale et la régulation de la pollution en tenant compte des services écologiques rendus et du changement climatique (ODD : 7, 13, 15).

Le dialogue politique entre le Sénégal et le Luxembourg, y compris lors des Commissions de partenariat, constituera une étape nécessaire au traitement de ces questions particulièrement sensibles et permettra d'identifier des axes de coopération potentielle, notamment en matière de renforcement des capacités au niveau des ministères et entités partenaires.

Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines

En ligne avec les principes de l'efficacité du développement et de l'approfondissement de l'approche-programme, le renforcement des capacités institutionnelles et humaines constituera le principal fil conducteur du PIC IV. En capitalisant sur l'expérience des PIC précédents, le PIC IV déploiera, sur la base de diagnostics institutionnels/organisationnels et d'une approche basée sur la mitigation des risques, un important volet de renforcement des capacités avec le but de favoriser son institutionnalisation/appropriation dans ses deux axes d'intervention majeurs. Celui-ci sera accompagné d'une stratégie de pilotage et de suivi cohérente, mise au service de l'atteinte des objectifs et résultats escomptés dans les deux axes d'intervention du PIC IV et déclinée selon les besoins aux différents niveaux de l'administration territoriale. Le périmètre des appuis en renforcement de capacités sera ciblé et intégré dans les deux axes d'intervention du PIC IV sur la base d'une approche concertée et partenariale entre les deux ministères partenaires, en charge de la Santé et de la FPT respectivement, et les institutions mandatées du pilotage et de la mise en œuvre des politiques publiques et réformes déterminées (territorialisation, SDMAP, réforme UEMOA, genre, environnement, etc.), avec l'appui-conseil de LuxDev, qui sera mandaté pour accompagner et coordonner ces interventions.

De façon générale, le PIC IV se situe dans une perspective de continuité et de consolidation des acquis des PIC précédents. De façon spécifique, « l'aide budgétisée », introduite et pilotée dans le cadre du PIC III, sera poursuivie dans le volet bilatéral du PIC IV dont elle deviendra, dans la mesure du possible, la modalité d'aide privilégiée, à l'exception des appuis transversaux en renforcement de capacités exécutés en modalité « régie » par Lux-Development.

Afin de capitaliser sur les leçons du PIC III et d'approfondir davantage la logique de l'approche programme et d'utilisation des systèmes et procédures nationales, l'aide budgétisée sera simplifiée et son mécanisme de mise en œuvre sera optimisé afin de permettre une approche basée sur la performance en appui à l'atteinte des objectifs du PIC IV. Par ailleurs, l'OIH 1 capitalisera sur les leçons apprises à travers le programme d'appui à la décentralisation (SEN/029), développé dans le cadre du PIC III, tandis que l'OIH 2 tiendra compte des bonnes pratiques établies à travers le projet d'appui à l'exécution nationale (SEN/030 tome 01) du PIC III.

De manière pratique, les interventions de renforcement de capacités spécifiques aux deux secteurs de concentration du PIC IV seront, dans la mesure du possible, pris en charge par les crédits du budget consolidé d'investissement (BCI) mis à disposition par la partie luxembourgeoise aux deux Ministères partenaires via la modalité de « l'aide budgétisée ».

Les interventions en renforcement de capacités transversales aux deux secteurs de concentration du PIC IV, comprenant à côté des activités programmatiques la mobilisation de l'assistance technique de LuxDev, les coûts de fonctionnement du dispositif d'appui-conseil et les appuis à la coordination générale du PIC IV assurée par le MEFP, seront exécutées par LuxDev selon la modalité « régie ». Ces appuis, visant à favoriser l'appropriation et l'exécution nationale, comprendront entre autres des actions ciblées à mener en partenariat avec les institutions et entités impliquées dans l'opérationnalisation de la modalité de l'aide budgétisée et de la promotion des thématiques transversales, telles que le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan ainsi que celles en charge du pilotage et de la conduite de la réforme administrative, de la décentralisation, de l'environnement et du développement durable et de l'équité du genre.

3.2 Les résultats escomptés

Les résultats escomptés du PIC IV en appui aux priorités du PSE sont alignés, dans la mesure du possible, sur les objectifs de la stratégie de programmation conjointe de l'UE au Sénégal (2018-2023), validée par le gouvernement du Sénégal, l'UE et ses Etats membres. De manière spécifique, dans les zones de concentration opérationnelles ciblées, les interventions du PIC IV dans ses deux axes stratégiques, viseront à contribuer à l'atteinte des résultats ci-après, conformément aux politiques et cadres de référence sectoriels du Sénégal en matière de Santé et de FPT :

Objectif spécifique 1 : Santé et Protection sociale

- Résultat.1.1 : L'accès des populations des zones d'intervention aux services de santé de base et à l'action sociale est amélioré.
- Résultat.1.2 : L'accès égalitaire et équitable des femmes en âge de procréer et des femmes enceintes à des services et des soins de qualité est amélioré.
- Résultat.1.3 : La morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles sont réduites.
- Résultat.1.4 : Les populations, y compris les indigents et les personnes vulnérables, bénéficient d'une couverture du risque maladie à travers les mutuelles de santé.

Objectif spécifique 2 : Formation professionnelle et technique et Employabilité

- Résultat.2.1 : L'accès équitable à la formation professionnelle et technique formelle et non formelle est durablement renforcé.
- Résultat.2.2 : Une offre de formation professionnelle et technique diversifiée (initiale, continue, apprentissage rénové) et adaptée aux besoins de l'économie est développée, avec un focus spécifique sur l'égalité d'accès et la satisfaction des besoins des jeunes et des femmes.
- Résultat.2.3 : La gouvernance du système de formation professionnelle et technique est améliorée, s'appuyant prioritairement sur l'autonomisation progressive de la gestion des centres de formation et l'émergence de partenariats public-privé.
- Résultat.2.4 : L'insertion socio-professionnelle des jeunes issus des systèmes formel et informel est promue, à travers l'amélioration du dispositif, des stratégies et des outils nationaux.

Objectif intermédiaire horizontal 1 : Territorialisation des politiques publiques

- RIH.1.1 : La performance des services fournis par les entités déconcentrées et décentralisées est améliorée et la gouvernance locale durable est renforcée dans les secteurs de la santé et de la FPT.
- RIH.1.2 : La participation et le contrôle citoyen dans la gestion des affaires locales en matière de santé et de FPT sont accrus, y compris les droits et capacités des femmes de participer aux processus de politique et de gouvernance à tous les niveaux.

Objectif intermédiaire horizontal 2 : Réformes de modernisation de l'administration publique de l'Etat (SDMAP, 2015-2022) et du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA

- RIH.2.1 : Les performances et la qualité de la gestion publique et des services rendus aux populations en matière de santé et de protection sociale et de la FPT et de l'employabilité sont durablement renforcées.
- RIH.2.2 : L'efficacité des dépenses publiques et les capacités des organes de contrôle sont renforcées, avec un focus prioritaire sur les secteurs de la santé et de la FPT.

Thématique transversale 1 : Genre

- RT.1 : Les ministères, entités et acteurs ciblés dans le cadre du PIC IV s'approprient et intègrent la dimension équité et égalité du genre dans la mise en œuvre du programme bilatéral, conformément à la Stratégie Nationale pour l'Égalité et l'Équité de Genre (SNEEG) et en accord avec les autres politiques publiques et engagements en la matière.

Thématique transversale 2 : Environnement/Changement climatique

- RT.2 : Les ministères, entités et acteurs ciblés dans le cadre du PIC IV s'approprient et intègrent la dimension environnement/changement climatique dans la mise en œuvre du programme bilatéral, conformément à la Stratégie nationale de développement durable (SNDD) et en accord avec les autres politiques publiques et engagements en la matière.

3.3. Le ciblage des interventions du PIC IV

En accord avec les politiques et stratégies de développement sectorielles du Sénégal en matière de santé et de protection sociale et de FPT et d'employabilité, les interventions du PIC IV viseront systématiquement à contribuer à la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion socio-économique, tant en milieu rural qu'urbain. Une attention privilégiée sera accordée à la promotion de l'équité et l'approche basée sur les droits de l'Homme.

En veillant à maximiser les effets et impacts escomptés à travers les interventions du PIC IV (y compris leur mesurabilité), des approches de ciblage seront développées lors de la phase de formulation des programmes bilatéraux, qui se baseront prioritairement sur des indicateurs de catégorisation des populations les plus vulnérables, dont en particulier les femmes, les jeunes filles et les enfants, ainsi que des indicateurs de catégorisation géographiques, tenant compte notamment des niveaux de développement socio-économique et d'enclavement.

Afin d'assurer la continuité et la consolidation par rapport aux interventions des PIC précédents, le PIC IV concentrera ses activités dans la « zone nord », regroupant les régions de Louga, Matam et Saint-Louis, et la « zone centre », comprenant les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack. Les sept régions ciblées représentent plus de 45% de la population sénégalaise (ANSD, 2017) et figurent proportionnellement parmi les plus « défavorisées » en termes de volumes d'aide publique au développement par habitant (MEFP, Rapport sur la coopération au développement – 2014), à l'exception de la région de Saint-Louis.

A titre d'expérience pilote, l'axe « FPT et Employabilité » du PIC IV sera étendu à l'une des communes périurbaines de Dakar, qui sera identifiée lors de la phase de formulation des programmes bilatéraux.

3.4. Les modalités d'intervention

Selon les besoins, la Coopération luxembourgeoise au Sénégal fait appel à différentes modalités de coopération et agences d'exécution, qui peuvent être combinées au sein d'un même programme ou secteur. Une **Lettre d'Entente** pour renforcer les synergies entre acteurs et la complémentarité entre les différentes modalités sera signée entre tous les acteurs du PIC IV, afin d'encourager et de promouvoir l'efficacité et la cohérence des interventions. La coordination générale et opérationnelle du volet bilatéral du PIC IV est assurée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP).

3.4.1. La coopération bilatérale

La coopération bilatérale constitue la principale modalité d'intervention du PIC IV. Elle est mise en œuvre à travers la collaboration directe entre le gouvernement luxembourgeois et les autorités sénégalaises compétentes. Sous la coordination générale et opérationnelle du MEFP, la mise en œuvre des deux programmes de coopération bilatérale sera confiée aux deux Ministères sectoriels, respectivement en charge de la santé et de la FPT, avec l'appui-conseil de LuxDev, à l'exception des appuis transversaux en renforcement de capacités, qui seront délivrés par LuxDev en modalité « régie » (cf. section 3.1).

Le volet bilatéral de l'axe 1 « Santé et Protection sociale » sera mis en œuvre par le Ministère en charge de la Santé et de l'Action sociale (MSAS) avec l'appui de LuxDev, conformément aux principes de l'approche programme.

Le volet bilatéral de l'axe 2 « FPT et Employabilité » sera mis en œuvre par le Ministère en charge de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPA) avec l'appui de LuxDev, conformément aux principes de l'approche programme.

3.4.2. La coopération multilatérale

Le Sénégal et le Luxembourg reconnaissent la contribution importante de la coopération multilatérale et retiennent de valoriser les opportunités de complémentarité des actions multilatérales et bilatérales dans le PIC IV en allouant une enveloppe indicative de 10 millions € à des interventions soutenues techniquement par les agences du système des Nations unies en appui aux deux axes stratégiques du PIC. Les bonnes pratiques du PIC III seront systématiquement capitalisées.

En complément au programme bilatéral de l'axe 1, un programme multilatéral sera développé par le Fonds de Population des Nations unies (UNFPA), pour un montant indicatif de 5 millions €, avec pour objectif principal d'accompagner le Sénégal dans la capture du dividende démographique. L'accent sera mis sur l'aspect santé sexuelle et reproductive du dividende démographique, tout en recherchant des synergies avec les aspects liés à l'éducation/formation (en lien direct avec l'OS 2) et à la gouvernance territoriale (en lien direct avec l'OIH 1).

En complément au programme bilatéral de l'axe 2, un programme multilatéral sera développé par le Bureau International du Travail (BIT), pour un montant indicatif de 5 millions €, avec pour objectif de favoriser une bonne adéquation entre l'offre de formation et le marché de l'emploi et privilégiant systématiquement l'utilisation des systèmes nationaux. En lien avec l'axe 1 du PIC IV, le BIT prendra également en compte le volet protection sociale des travailleurs.

3.4.3. La coopération avec la société civile

Le Sénégal et le Luxembourg reconnaissent le rôle important qui revient à la société civile en tant qu'acteur de développement en général et plus particulièrement dans la territorialisation des politiques publiques en matière de santé et de formation professionnelle (OIH 1) au Sénégal. C'est dans cet esprit que la société civile a été associée de façon inclusive au processus d'identification du PIC IV et que le Sénégal et le Luxembourg ont retenu de renforcer le rôle et la contribution de la société civile en vue de l'atteinte des objectifs du PIC IV. Lors de la phase de formulation des programmes bilatéraux, les ministères sectoriels partenaires du PIC IV seront invités à identifier l'ancrage et les modalités d'implication adéquates de la société civile, en concertation avec le MEFP et le MAEE et avec l'appui-conseil technique de LuxDev.

3.4.4. Fonds d'études, d'assistance technique et d'innovation

En complément aux interventions bilatérales dans les deux secteurs d'intervention, le PIC IV comprendra un Fonds, doté d'un montant indicatif de 3 millions €, pour financer, selon les besoins : 1) des études de faisabilité et des analyses économiques, sociales et institutionnelles portant notamment sur le genre, l'environnement ou la promotion d'initiatives favorisant la participation des jeunes dans la vie publique et sociale; 2) des activités d'assistance et de coopération technique en appui ou en complément aux objectifs du PIC IV, notamment à travers la coopération Sud-Sud et triangulaire, et en appui à la coordination entre partenaires au développement, ainsi que ; 3) des initiatives pilotes et d'innovation en lien avec les priorités du partenariat entre le Sénégal et le Luxembourg. Conformément à l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des ODD », le Fonds s'adresse aux acteurs publics, aux associations communautaires et de la société civile, aux opérateurs privés et sociétés d'impact sociétal (SIS), y compris les centres de recherche, dans le but d'encourager de manière prioritaire des coopérations pluridisciplinaires et multi-acteurs, dont les retombées seront positives pour le développement socio-économique du Sénégal. Les projets et initiatives à appuyer seront identifiés et décidés d'un commun accord avec les autorités sénégalaises et mis en œuvre dans le respect des procédures de passation de marché nationales.

Dans les limites des moyens disponibles, le fonds pourra également soutenir les efforts de partenariats multi-acteurs pour mobiliser des financements additionnels auprès d'instances internationales et autres.

3.4.5. L'appui aux programmes

L'appui bilatéral aux programmes concerne les opérations, y compris financières, liées au déploiement de ressources humaines au service de la coopération au développement au Sénégal. Il comprend, entre autres, les volontaires, les jeunes experts associés auprès des Nations unies (*Junior Professional Officers*) et les jeunes professionnels auprès de la délégation de l'Union européenne, les agents de la coopération, les coopérants et assimilés, les stagiaires et les boursiers. Il mobilisera des fonds additionnels à l'enveloppe du PIC.

CHAPITRE 4: EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

Le Sénégal et le Luxembourg adhèrent à l'agenda du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. En continuation de la Déclaration de Paris (2005), les interventions du PIC IV seront basées, dans la mesure du possible, sur les quatre principes d'efficacité, tels que définis en 2011 à Busan et développés à Mexico (2014) et à Nairobi (2016), à savoir : l'appropriation par le pays partenaire, l'orientation vers les résultats, les partenariats inclusifs ainsi que la transparence et la redevabilité mutuelle. Le Luxembourg, au niveau global, s'engage ainsi à fournir une aide efficace, ciblée et responsable, dont les principes directeurs et engagements sont déclinés dans son Plan d'action pour l'efficacité du développement.

4.1. Appropriation nationale

Le PIC IV est aligné sur les stratégies de développement et processus de planification nationaux, dont le PSE constitue le cadre de référence pour guider la politique économique et sociale du pays. Les priorités retenues dans le PIC IV sont des réponses à des demandes identifiées dans le cadre d'un processus participatif et inclusif, alignés sur les politiques et stratégies sectorielles et thématiques existantes.

La modalité d'exécution nationale, appelée « aide budgétisée », constituera, dans la mesure du possible, la modalité d'intervention privilégiée du volet bilatéral du PIC IV. Celle-ci a été conçue et mise en œuvre de manière progressive depuis 2011 dans une logique d'approfondissement du partenariat entre le Sénégal et le Luxembourg en vue de promouvoir l'appropriation et l'alignement et valorisant les systèmes, les procédures, les outils, les institutions et acteurs nationaux – de la planification à la reddition des comptes. Accompagnée d'un plan de mitigation des risques et d'un important volet de renforcement de capacités, l'aide budgétisée est intégrée dans les lois de finances votées par l'Assemblée nationale du Sénégal¹.

L'objectif principal sera de responsabiliser davantage la partie sénégalaise et de favoriser une mise en œuvre plus efficace des interventions du PIC IV, tant au niveau central, déconcentré et décentralisé. Le Luxembourg apportera un appui technique visant à progressivement simplifier et optimiser la modalité de l'aide budgétisée, en étroite concertation avec la contrepartie sénégalaise, et accompagnera les ministères sectoriels partenaires dans la territorialisation des politiques publiques en matière de santé et de formation professionnelle et technique. Au niveau local notamment, le PIC IV encouragera la participation citoyenne dans le contrôle de la dépense publique et de la reddition des comptes. Dans cette logique, l'aide budgétisée et son volet de renforcement de capacités n'est pas conçue comme une fin en soi, mais plutôt comme un moyen devant permettre, à terme, de renforcer l'atteinte des résultats escomptés du PIC IV dans le domaine de la santé et de la formation professionnelle et technique.

Conformément au code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement, le Luxembourg adopte des approches de développement qui favorisent systématiquement la coordination et la complémentarité de ses interventions avec celles des autres partenaires au développement bi- et multilatéraux ainsi qu'avec les acteurs de la société civile, tant sur le plan de la mise en œuvre programmatique qu'en termes opérationnels. En tant que membre de l'UE et du G50, le Luxembourg adhère et participe à toutes les instances de coordination et de concertation et s'implique activement dans les groupes thématiques/sectoriels qui concernent les axes d'intervention du PIC IV.

Une Lettre d'Entente sera signée entre tous les acteurs du PIC IV afin de renforcer les complémentarités entre les différentes modalités et de promouvoir les synergies et la cohérence dans la préparation et mise en œuvre des interventions.

Fiscalité et mobilisation de ressources internes

Dans le cadre de la mise en œuvre du PIC IV, le Luxembourg renoncera à l'exonération fiscale de ses interventions bilatérales, à l'exception de la mobilisation de l'assistance technique internationale de LuxDev et des appuis à la promotion de la société civile qui continueront de bénéficier de l'exonération fiscale. Les modalités d'application liées au renoncement à l'exonération fiscale seront détaillées lors de la phase de formulation des programmes bilatéraux. Cela est conforme à l'initiative d'Addis-Abeba sur la fiscalité (*Addis Tax Initiative*, 2015), signée par le Sénégal et le Luxembourg et qui a pour objectif de renforcer la mobilisation et l'utilisation efficace des ressources nationales ainsi que l'amélioration de l'équité, de la transparence, de l'efficacité et le bon fonctionnement du système fiscal national.

¹ Si l'aide budgétisée utilise les dispositifs et procédures de finances publiques du Sénégal, elle se distingue d'un appui budgétaire classique par le fait que les ressources mises à disposition sont non fongibles avec celles de l'Etat pour garantir leur disponibilité et traçables en vue d'assurer leur éligibilité en lien avec les activités programmatiques retenues d'un commun accord.

4.2. Orientation vers les résultats

En conformité avec l'approche programme et les principes de la gestion axée sur les résultats de développement, le Sénégal et le Luxembourg conviennent de renforcer les approches et dispositifs basés sur la valorisation de la performance et des résultats atteints, favorisant le pilotage stratégique et l'atteinte d'effets et d'impacts mesurables au niveau des acteurs ciblés et des zones de concentration opérationnelles du PIC IV. En tenant compte des cadres de référence nationaux et sectoriels, le Sénégal et le Luxembourg ont convenu d'aligner le PIC IV autant que possible sur les objectifs de la stratégie de programmation conjointe de l'UE au Sénégal, qui a été validée par le Sénégal, l'UE et ses Etats membres, et d'en faire le socle commun d'intervention du PIC IV. Le cadre de résultats de l'UE, qui est aligné sur les priorités de développement nationales et sectorielles du Sénégal, est indicatif et a vocation à être complété lors de la phase de formulation, notamment à la lumière des priorités déclinées à travers les Lettres de politique sectorielle et les plans stratégiques des ministères partenaires. Le principe de base du PIC IV consiste à renforcer et à valoriser les systèmes nationaux et sectoriels de planification et de programmation, notamment en ce qui concerne l'opérationnalisation des ODD au Sénégal, et avec un focus spécifique sur le suivi-évaluation et le rapportage des programmes.

4.3. Partenariats pour le développement inclusif

Le Sénégal et le Luxembourg s'engagent à placer l'inclusion au cœur des partenariats multi-acteurs dans le but de saisir les avantages comparatifs et les complémentarités de toutes les parties prenantes, y compris des institutions publiques au niveau central et local, des instituts de recherche, des organisations de la société civile et des opérateurs du secteur privé. Les deux pays reconnaissent également le rôle important qui revient à la coopération Sud-Sud et triangulaire en tant que vecteur essentiel de coopération. En ce sens, le PIC IV compte faciliter et optimiser le partage de connaissances, de compétences et de ressources, ainsi que le développement de mesures conjointes et adaptées aux besoins et aux réalités des bénéficiaires.

En ligne avec la feuille de route de l'engagement de l'UE et de ses Etats membres envers la société civile au Sénégal (2017-2020), le PIC IV entend promouvoir un environnement porteur pour la société civile et de favoriser la participation de cette dernière à la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de la gouvernance sectorielle. Dans ce contexte, la Coopération luxembourgeoise prévoit notamment la conduite périodique de dialogues et d'échanges consultatifs avec les ONG luxembourgeoises actives dans les secteurs d'intervention du PIC IV.

Le PIC IV recherchera également une implication et une responsabilisation accrue du secteur privé à travers ses deux axes stratégiques, notamment par le biais des technologies de l'information et de la communication.

Le Fonds d'études, d'assistance technique et d'innovation du PIC IV permettra de donner l'impulsion nécessaire à des initiatives multipartites et novatrices dont les efforts respectent les valeurs et priorités stratégiques du partenariat entre le Luxembourg et le Sénégal.

Interventions du Luxembourg au Sénégal en dehors du PIC IV

Au-delà des interventions financées dans le cadre du PIC IV, le Luxembourg déploie un important volet d'appui complémentaire au Sénégal, à travers le financement d'actions tant bi- et multilatérales qu'issues de la société civile et du secteur privé. Au cours de la période 2018-2022, le Luxembourg veillera à capitaliser sur ces appuis « hors-PIC » en identifiant, autant que possible, les synergies et effets multiplicateurs en lien avec les priorités stratégiques du partenariat entre le Sénégal et le Luxembourg et en assurant la cohérence d'ensemble des appuis et acteurs luxembourgeois engagés au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine.

Parmi ces appuis complémentaires qui ciblent en majorité directement le Sénégal ou qui l'associent selon des logiques d'intervention sous-régionales, on peut, de manière non-exhaustive, mettre en avant les actions et initiatives dans les domaines suivants :

- Appuis thématiques à l'environnement durable et à la mitigation/adaptation aux changements climatiques, via des financements alloués notamment à travers le Fonds Climat et Energie, géré par le ministère du Développement durable et des Infrastructures et le ministère des Finances.
- Appuis sectoriels ciblés, notamment en matière de santé, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme, via des organisations multilatérales du système des Nations unies ainsi que des organisations de la société civile sénégalaises et luxembourgeoises.
- Appuis en renforcement de capacités concernant entre autres la gestion des finances publiques dans la zone UEMOA, délivrées par le FMI et la Banque Mondiale, ou encore par des formations

bancaires délivrées par la House of Training/ATTF, en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

- Appuis aux efforts visant à renforcer les capacités de gestion de la migration, dans le cadre du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière (EUTF), notamment dans le secteur de la formation professionnelle et technique.
- Appui bilatéral aux programmes qui concerne les opérations, y compris financières, liées au déploiement de ressources humaines au service de la coopération au développement au Sénégal (cf. section 3.4.5).
- Appuis au renforcement des capacités de la société civile sénégalaise et de la gouvernance, à travers des financements alloués à des organisations de la société civile, telles que le réseau ENDA-Tiers Monde.
- Appuis à travers la *Business Partnership Facility* (BPF), mise en place par le MAEE et visant à encourager les partenaires du secteur privé luxembourgeois et européen à mettre en place des projets commerciaux durables avec des partenaires – publics ou privés – des pays du Sud, avec un focus prioritaire sur les secteurs du *Biohealth*, des technologies de l'information et de la communication (TIC), des technologies financières (Fintech) et de l'éco-innovation.

Des fonds additionnels à l'enveloppe du PIC IV sont par ailleurs réservés à la mise en œuvre de microprojets au profit d'institutions ou associations sénégalaises et d'une manière générale au bénéfice des relations bilatérales entre le Sénégal et le Luxembourg et de la visibilité du Luxembourg. Ces fonds sont gérés sous la responsabilité de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar.

Enfin, lorsque des situations de crise ou d'urgence nécessitent une intervention humanitaire, une aide supplémentaire peut, selon les disponibilités, être mise à disposition par le Luxembourg pour répondre aux besoins immédiats de la population.

4.4. Transparence et redevabilité mutuelle

Le Luxembourg et le Sénégal reconnaissent l'importance de la transparence et de la prévisibilité de l'APD afin de renforcer la planification et l'appropriation des programmes par la partie nationale et d'assurer une coordination efficace entre partenaires. Dans ce contexte, le Luxembourg et le Sénégal s'engagent à respecter la prévisibilité annuelle et à moyen terme et d'améliorer l'efficacité et la redevabilité des institutions publiques, le maintien de l'offre de services publics et le renforcement de la gestion des finances publiques et de la gouvernance, y compris des efforts en matière de lutte contre la corruption et de pratiques malveillantes en lien avec l'utilisation de l'APD et des appuis mis à disposition par le Luxembourg.

Le PIC IV pourra, selon les besoins, apporter son appui à des initiatives nationales et multi-acteurs visant à renforcer les capacités statistiques et la gestion harmonisée des données des ministères sectoriels ciblés par le Programme afin d'améliorer la collecte, l'analyse, l'utilisation et la dissémination de données, désagrégées par sexe et par âge.

CHAPITRE 5: PROGRAMMATION, PILOTAGE ET SUIVI DU PIC IV

5.1. Planification budgétaire et financière

La mise en œuvre du PIC IV est basée sur un montant indicatif de 65 millions € sur une période de cinq ans (2018-2022), ce qui équivaut à une augmentation en volume financier de presque 9 millions € par rapport au PIC III. S'ajouteront à cette enveloppe les engagements et contributions du Sénégal et d'éventuels reliquats non déboursés de l'enveloppe financière du PIC précédent. Ce budget indicatif, permettra de financer toutes les interventions décidées d'un commun accord dans le cadre du PIC IV. Les engagements et déboursements des budgets seront étalés de manière équilibrée sur les cinq années de mise en œuvre du PIC IV. En application des principes de l'efficacité du développement et conformément aux recommandations de la revue à mi-parcours du PIC III (2016), la mise à disposition des fonds sous la modalité de l'aide budgétisée sera encadrée par un mécanisme valorisant les performances et résultats atteints des institutions et acteurs partenaires, à définir conjointement par le Sénégal et le Luxembourg sur la base d'éléments qui pourront inclure le niveau d'exécution financière et l'atteinte des résultats escomptés.

Sont comptabilisés dans le PIC IV les engagements financiers indicatifs que le Luxembourg prend pendant les années 2018-2022 ainsi que les éventuels engagements en cours que les parties sénégalaise et luxembourgeoise auront déterminés d'un commun accord. Ces engagements seront déboursés dans toute la mesure du possible pendant les années 2018 à 2022. Les engagements du Luxembourg sont susceptibles

d'être adaptés au cours de la période de mise en œuvre du PIC IV, en fonction de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PIC IV et de l'évolution du volume de l'APD luxembourgeoise.

5.2 Contribution de la partie nationale

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet bilatéral du PIC, le Gouvernement du Sénégal apportera, notamment via les Ministères en charge de la santé et de la formation professionnelle, sa contribution par le biais d'une valorisation optimale des infrastructures et équipements financés par la Coopération luxembourgeoise et la mise à disposition de ressources humaines nationales intervenant dans le cadre des opérations menées. Le contenu et la forme de cette contribution sera définie de commun accord entre les deux parties lors de la formulation des programmes bilatéraux.

5.3. Allocation indicative des ressources financières

Dans la mesure où le Luxembourg renonce à l'exonération fiscale du volet bilatéral du PIC IV, à l'exception de la mobilisation de l'assistance technique internationale de LuxDev et des appuis à la promotion de la société civile, les montants indicatifs repris ci-dessous pour les volets bilatéraux comprennent les taxes, droits et autres redevances auxquels ils sont assujettis (cf. section 4.1).

Programme indicatif de Coopération 2018-2022 (PIC IV) Montants indiqués en EUR	Reports PIC III	Nouveaux programmes	Total PIC IV
Axe 1 : Santé et Protection sociale		31 000 000	
Volet bilatéral (Exécution nationale)		20 000 000	
Volet bilatéral – Appuis transversaux au renforcement de capacités (Régie)		5 000 000	
Volet multi-bilatéral (UNFPA)		5 000 000	
Appui à la société civile		1 000 000	
Axe 2 : FPT et Employabilité		31 000 000	
Volet bilatéral (Exécution nationale)		20 000 000	
Volet bilatéral – Appuis transversaux au renforcement de capacités (Régie)		5 000 000	
Volet multi-bilatéral (BIT)		5 000 000	
Appui à la société civile		1 000 000	
Fonds d'études, d'assistance technique et d'innovation		3 000 000€	
TOTAL		65 000 000	

5.4. Coordination, pilotage, suivi et évaluation

Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) du Sénégal ainsi que le Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg (MAEE), à travers sa Direction de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire ainsi que de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, sont les entités responsables du pilotage, du suivi et de l'évaluation stratégique du PIC IV. Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan assure la coordination générale et opérationnelle des deux composantes bilatérales du PIC IV avec l'appui de LuxDev et en partenariat avec l'Ambassade du Luxembourg. Dans cette logique, et sous la coordination du MEFP, les ministères sectoriels ainsi que les instituts et agences qui leur sont directement rattachés sont les partenaires pour la mise en œuvre des interventions prévues dans le cadre de ce PIC. Dans l'esprit des principes de l'efficacité du développement, ces institutions participeront de manière systématique à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation interventions financées par la Coopération luxembourgeoise.

Cadre intégré de pilotage et de suivi du PIC IV

En conformité avec l'approche-programme et afin de renforcer le pilotage, le suivi et l'évaluation stratégique du PIC IV au-delà de ses aspects opérationnels, seront développés un dispositif et des outils de suivi simples et intégrés qui seront, autant que possible, alignés sur les cadres de référence nationaux et sectoriels du Sénégal et les objectifs et résultats de la stratégie de programmation conjointe de l'UE au Sénégal. Ils seront

élaborés lors de la phase de formulation des programmes du PIC IV et feront partie intégrante du présent document. Régulièrement mis à jour, ils permettront d'alimenter l'analyse de l'état d'avancement du PIC IV en général et de l'atteinte des résultats escomptés en particulier – ceci dans le but de favoriser la prise de décision stratégique, notamment dans le cadre du dialogue politique et des instances de pilotage du PIC IV entre les deux pays. Les compétences et la structuration du dispositif d'assistance technique à mobiliser dans le cadre du PIC IV tiendra résolument compte de l'approche programme et des besoins en appui-conseil au MEFP et au MAEE.

Le PIC IV fera l'objet d'un bilan annuel dans le cadre des Commissions de partenariat qui se tiennent alternativement au Luxembourg et au Sénégal. Ces Commissions sont organisées par le MEFP et par le MAEE et associent les divers intervenants et bénéficiaires impliqués dans le PIC. Un compte-rendu conjoint est élaboré sous la responsabilité du pays hôte. Selon les besoins, les deux parties conviennent de se rencontrer pour faire le point sur la réalisation du programme et pour adopter les mesures destinées à faciliter sa mise en œuvre. Indépendamment du bilan annuel, les projets et programmes du PIC font systématiquement l'objet d'évaluations internes et, le cas échéant, d'évaluations externes.

5.5. Revue à mi-parcours

Le PIC IV fera l'objet d'un bilan approfondi à l'occasion d'une revue à mi-parcours qui associera l'ensemble des parties prenantes. La revue à mi-parcours du PIC sera menée par un bureau d'études indépendant, au terme d'un processus d'appel d'offres public conduit par le MAEE et le MEFP. Les termes de référence de cette revue seront élaborés conjointement par les parties sénégalaises et luxembourgeoises.

Les conclusions et recommandations de la revue à mi-parcours seront restituées au cours d'un atelier participatif organisé au Sénégal, auquel toutes les parties prenantes seront invitées. Les conclusions et recommandations jugées pertinentes, seront adoptées d'un commun accord et accompagnées d'une feuille de route précisant les délais et les modalités de suivi de leur mise en œuvre. Les bilans et revues à mi-parcours réalisés dans le cadre du PIC IV tiendront spécifiquement compte de l'intégration des thématiques transversales.

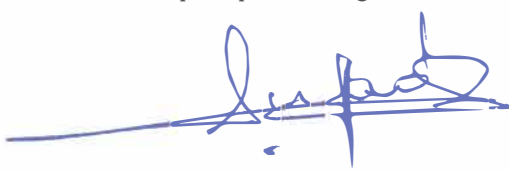
Dakar, le 22 janvier 2018

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg



Romain SCHNEIDER
Ministre de la Coopération et
de l'Action humanitaire

Pour le Gouvernement de
la République du Sénégal



Amadou BA
Ministre de l'Economie, des Finances
et du Plan

ANNEXES

- Matrice intégrée de suivi des résultats du PIC IV
- Matrice de suivi de la stratégie conjointe européenne pour le Sénégal (2018-2023) pour les volets :
 - Emploi, secteur privé et formation professionnelle
 - Renforcement du système de la santé et de la protection sociale

• **Matrice de suivi de la stratégie conjointe européenne pour le Sénégal (2018-2023) pour le volet :**

○ *Emploi, secteur privé et formation professionnelle*

Objectifs spécifiques	Résultats attendus (2023)	Indicateurs (2023)	Moyens de vérification	Responsabilités
1. Renforcer la compétitivité des MPMEs	1.1. Les capacités des structures privées et publiques d'appui aux MPME (prestataires de services privés et publics) sont renforcées	Taux de financement des entreprises par rapport au PIB (valeur de référence : 35% en 2015 ; cible : 45% en 2023)	- Statistiques nationales, Chambre de commerce/ Ministère en charge des MPME - Données BCEAO	France Italie UE
	1.2. Des mécanismes financiers pour faciliter la migration des entreprises du secteur informel (économie informelle) au secteur formel sont disponibles, en particulier pour les entreprises «femmes» à travers des soutiens techniques et économiques.	- Nombre d'entreprises passées du secteur informel au secteur formel et parmi celles-ci pourcentage des entreprises dirigées par des femmes et des entreprises dirigées par des jeunes (valeur de référence : 97% des unités économiques recensées en 2016 sont informelles ; au moins 20 000 unités économiques formalisées d'ici 2023)		Espagne Italie
2. Améliorer le climat des affaires pour attirer des investissements privés durables afin de favoriser une croissance inclusive et l'intégration régionale	2.1. Les entraves à la formalisation des affaires par les jeunes (15-35 ans) et les femmes sont réduites	- Part de l'informel (non agricole) dans le PIB (valeur de référence : 41,6% en 2011 ; cible : 30% en 2023)	Document d'adoption du programme de Réformes/ Rapport Doing Business ADEPME	France Italie UE
	2.2. L'accès des entreprises aux marchés publics et aux marchés d'export augmente	- L'accès par les PME à la commande publique (valeur de référence : 28% en 2016 ; cible : 35% en 2023) - Exportations de biens et services en % du PIB (valeur de référence : 28,7% en 2016 ; cible : 32% en 2023)		Italie

3. Améliorer la coordination entre le marché du travail et un système de formation professionnelle et d'accompagnement attractif, accessible et performant afin de soutenir l'insertion des jeunes et favoriser l'emploi, y compris les emplois verts	3.1. Une offre de formation accessible, adaptée aux besoins de l'économie et basée sur un mode de gestion intégrant les partenariats public-privé est élaborée et mise en œuvre.	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de transition du cycle fondamental à la formation professionnelle et technique (valeur de référence : 7% en 2016 ; cible 30% en 2030). - Taux d'insertion professionnelle (ventilé par sexe et âge) des sortants au marché de travail après 12 mois (valeur de référence : 55% en 2014 ; cible : 62% en 2023) 	Annuaire statistique et Rapport statistique du MFPA	Allemagne, Luxembourg, Italie
--	--	---	---	-------------------------------

• **Matrice de suivi de la stratégie conjointe européenne pour le Sénégal (2018-2023) pour le volet :**

○ *Renforcement du système de la santé et de la protection sociale*

Objectifs spécifiques	Résultats attendus (2023)	Indicateurs (2023)	Moyens de vérification	Responsabilités
1. Améliorer l'accès des populations, en particulier les plus vulnérables, à des services et soins de santé de base de qualité	1.1. L'accès des populations des zones d'intervention aux services de santé de base et à l'action sociale est amélioré	- Couverture en structures de soins conformes aux normes de la carte sanitaire et sociale (dans les zones d'interventions)	Rapport de mise en œuvre de la carte sanitaire et sociale	France Luxembourg
	1.2. L'accès des femmes en âge de procréer et des femmes enceintes à des services et des soins de qualité est amélioré	- Taux de prévalence contraceptive (valeur de référence 23% en 2015 ; cible 40,6% en 2019) - Taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié (valeur de référence 53% en 2015 ; cible 85% en 2019)	EDS continue	France Luxembourg
	1.3. La protection des enfants contre les maladies cibles du programme élargi de vaccination (PEV) et leur accès à la prise en charge intégrée des maladies sont assurés	- Proportion d'enfants âgés de 0-11 mois complètement vaccinés par sexe (valeur de référence 70% en 2015 ; cible 85% en 2019) - Prévalence nationale de la malnutrition aiguë sévère des enfants de moins de 5 ans (valeur de référence 1,2% en 2015; cible 0,5% en 2019)	EDS continue	France
	1.4. La morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles sont réduites	- Proportion des personnes vivant avec le VIH sous anti-rétroviraux par sexe (valeur de référence 85,28% en 2015; cible 97% en 2019) - Prévalence parasitaire du paludisme chez les enfants de 6 à 59 mois (valeur de référence 1,20% en 2015 ; cible 0,75% en 2019) - Taux de succès thérapeutique des nouveaux cas de tuberculose à microscopie positive (valeur de référence 88% en 2015 ; cible 90% en 2019)	Rapport annuel de performance	France, Luxembourg

2. Etendre la protection sociale dévolue à la santé au secteur informel et aux groupes vulnérables	2.1. Les populations, y compris les indigents et les personnes vulnérables, bénéficient d'une couverture du risque maladie à travers les mutuelles de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de personnes couvertes par les mutuelles de santé communautaires (valeur de référence 50,4% en 2016 ; cible 60% en 2019) - Pourcentage des ménages bénéficiaires du Programme national de bourses de sécurité familiales (PNBSF) enrôlés dans les mutuelles de santé (chef de ménage et ses ayants droits ventilé par sexe) (valeur de référence 12% en 2015 ; cible 100% en 2019) 	Rapport de performance de la DGS Registres MSAS et UDMS, Direction générale de la Protection sociale et à la solidarité nationale (DGPSN)	France Luxembourg
	2.2. La prise en charge des groupes cibles des initiatives de gratuité de la Couverture Maladie Universelle (CMU) par les structures de santé est améliorée	- Nombre de personnes ayant bénéficié des différentes initiatives de gratuité des soins de santé de la CMU (ventilé par sexe) (valeur de référence 2.128.902 en 2015 ; cible 3.500.000 en 2021)	Rapports de performance de l'ACMU	France Luxembourg